

Session Plénière du 20 décembre 2018

RAPPORT N°18.06.04 – Carte des Formations 2019

Intervention de Nadine BOISGERAULT

Monsieur le Président, Chers collègues,

Dans l'orientation 2019, la Région veut conserver un haut niveau d'investissement pour les « lycées et CFA du futur », elle porte la responsabilité du patrimoine immobilier, et les conditions matérielles offertes aux équipes éducatives et aux lycéens. Elle soutient les jeunes pour l'accès à la qualification et l'insertion dans l'emploi ; de grandes ambitions avec une dotation toujours en baisse depuis 3 ans. Certains lycées sont en attente de rénovation.

Des études et des enquêtes internationales rapportent la baisse des niveaux des élèves, et font la corrélation avec l'utilisation massive des tablettes numériques.

La réforme des lycées, très contestée, a soulevé chez les étudiants une inquiétude face aux inégalités, l'orientation de l'enseignement voulu par cette réforme, les programmes virtuels proposés alors qu'on les éloigne de leurs préoccupations légitimes comme le chômage, et la réalité omniprésente des débats publics. L'éducation nationale annonce la suppression de 2650 postes d'enseignants dans le public et 550 dans le privé dès 2019.

Notre jeunesse s'oriente-t-elle vers une sélection sociale : d'une part l'éducation secondaire et universitaire de qualité pour les plus aisés et d'autre part une éducation publique pour les plus pauvres dépourvus de moyens financiers et humains. Un système qui reste inégalitaire et qui continue à augmenter l'écart entre les élèves performants et les autres.

Concernant les 40 CFA, 58 nouvelles formations seront ouvertes, 856 places sont créées, or la réforme de l'apprentissage menace financièrement ou de fermeture 27 de nos 40 CFA, qui se maintiennent pour certains grâce aux aides publiques qui financent entre autres la mobilité, l'aide à l'hébergement, la restauration, le transport, l'aide au premier équipement...

Comme le rappelle le CESER, on peut s'interroger sur l'objectif des 23 000 apprentis en 2022 que la Région s'était fixée.

Des soins plus accessibles pour tous en tout point du territoire.

La région déploie des Maisons de santé pluridisciplinaires dans toute la région, dont un certain nombre fonctionne avec des vacations partielles de médecin pendant que des hôpitaux de proximité ferment leur maternité, leur chirurgie. Dans le cadre du plan de santé de l'état, le choix de la tutelle, est de fermer un certain nombre de service dans les hôpitaux de proximité. Financer la santé sur mesure et sous contrainte, regrouper pour économiser, la santé se doit désormais d'être rentable !

La région a augmenté sensiblement de nombre de places dans la formation sanitaire et sociale, pourtant, une fois formés et sur le terrain ces professionnels ne se retrouvent plus dans cette vision comptable du soin. La dégradation des conditions de travail des soignants reste encore d'actualité au nom du profit et des économies. Le baromètre de la qualité des soins réalisé par Egora dans notre région, est à peine moyen. Pourtant les soignants restent motivés pour un métier par vocation, malgré le plan de retour à l'équilibre qui prévoit des suppressions de postes, pour palier au déficit de l'hôpital.